

**Conférence œcuménique mondiale
pour une nouvelle architecture économique et financière
Du 29 septembre au 5 octobre 2012
Guarulhos, Etat de Sao Paulo, Brésil.**

**La Déclaration de São Paulo :
Une transformation financière internationale pour
une économie de la vie**

Dès ses origines, le mouvement œcuménique s'est préoccupé, avec sérieux, des questions de justice économique et sociale. La crise économique mondiale actuelle, qui a affecté tant les économies riches en 2008 que des multitudes de gens du monde entier réduits à la pauvreté, a particulièrement mobilisé notre attention. Le Conseil œcuménique des Eglises a interpellé les Nations Unies et le Groupe des 20 (G20), en demandant aux gouvernements de répondre à la cupidité et à l'inégalité systémiques. En 2009, le COE a publié une « Déclaration sur les finances justes et l'économie de la vie » qui appelait à une architecture financière mondiale éthique, juste et démocratique « fondée sur un ensemble de valeurs communes : l'honnêteté, la justice sociale, la dignité humaine, la responsabilité mutuelle et la viabilité écologique »¹. En 2010, l'Assemblée générale de l'unification de la Communion mondiale d'Eglises réformées, dans la suite de la Confession d'Accra² a appelé ses Eglises membres, en collaboration avec le COE et d'autres organisations œcuméniques, à préparer une Conférence œcuménique mondiale destinée à proposer « une nouvelle architecture financière et économique qui soit à la fois :

- basée sur des principes de justice économique, sociale et climatique,*
- au service de l'économie réelle,*
- capable de prendre en compte les impératifs sociaux et environnementaux,*
- établissant clairement des limites à l'avidité. »*

Partageant une même volonté commune de justice dans l'économie et l'écologie, reconnaissant la nécessité d'œuvrer ensemble pour que leur action soit significative, le COE, la CMER et le Conseil pour la Mission mondiale (CWM) ont lancé une « Conférence œcuménique mondiale pour une nouvelle architecture économique et financière », à la fois pour impliquer dans le processus les auteurs de diverses propositions nouvelles, de solutions originales, et pour définir les critères et l'architecture d'une action concertée pour la mise en place de structures mondiales financières et économiques justes, solidaires et durables.

Réunis ensemble, économistes, responsables d'Eglises, militants associatifs, politiciens et théologiens, dans l'Etat de São Paulo au Brésil entre le 29 septembre et le 5 octobre 2012 nous nous sommes interrogés sur la possibilité de l'élaboration d'une architecture mondiale financière mondiale et économique alternative. Notre réunion constitue un prolongement et un approfondissement de décennies de travail consacrées aux enjeux de justice économique, sociale et écologique, par la CMER, le COE, le CWM et la Fédération luthérienne mondiale (FLM). La vision et les critères d'une nouvelle architecture financière et économique ainsi que les alternatives contenues dans ce document s'enracinent dans la Confession d'Accra de la CMER, la « Déclaration sur les finances justes et l'économie de la

¹ Voir <http://www.oikoumene.org/fr/documentation/documents/comite-central/geneve-2009/reports-and-documents/rapport-du-comite-des-questions-dactualite/declaration-sur-les-finances-justes-et-leconomie-de-la-vie.html>

vie » et l'appel à agir d'AGAPE³ (« Economie de la Vie : Justice et Paix pour Tous ») du COE ainsi que la déclaration théologique : « La mission dans le contexte de l'Empire » du CWM.⁴

La crise financière et économique mondiale de 2008 a accentué la pauvreté et le chômage pour des millions de gens dans tout l'hémisphère nord tout en aggravant et en accentuant les phénomènes de pauvreté, de faim et de malnutrition parmi des foules encore plus nombreuses dans tout l'hémisphère sud, marqué par des décennies de pauvreté et de privations causées par les relations financières et économiques internationales. Un système, fondé sur la spéculation, la rivalité et une régulation déficiente, n'a pas su servir les peuples. Tout au contraire, ce système a empêché la majorité des habitants du monde de parvenir à un niveau décent de vie. La situation est devenue urgente.

Or, l'appel à être de fidèles disciples du Christ implique une réflexion théologique critique sur les visées matérielles et collectives de la vie. Cette réflexion s'est traduite en une praxis théologique prospective qui vise une transformation libératrice des structures sociopolitiques, culturelles et économiques injustes en vue d'une plénitude de vie pour toute la création.

La modernité a introduit un modèle économique fondé sur le profit et l'égoïsme, sans référence ni à la foi ni à l'éthique. Nous avons vu ainsi justifier sur des bases idéologiques le colonialisme, le désespoir de la pauvreté et l'inégalité, la violence des ravages économiques et écologiques. Certaines Eglises ont hésité à discerner les signes des temps et à saisir à bras le corps les réalités d'un ordre mondial dominateur et déshumanisant qui discrimine et opprime sans répit tous ceux près desquels Dieu se tient : les pauvres, les exclus, les défavorisés et les opprimés.

Au cours des visites de sensibilisation que nous avons effectuées à São Paulo nous avons entendu les récits des sans-abris, des mères célibataires, des veuves, des orphelins, des drogués, autant d'exclus. Nous avons vécu de vraies rencontres avec ceux que la société a marginalisés. Les préjugés patriarcaux, les idéologies racistes opprimantes, l'anthropocentrisme dominateur et les conceptions discriminantes d'un ordre hiérarchique humain, induites par le péché du néolibéralisme, amplifiées par une théologie hérétique qui les justifie et légitimées par une mondialisation idolâtre ont perverti les relations entre Dieu, les êtres humains et la terre.

Le Dieu des opprimés nous appelle à rêver des solutions alternatives qui émergeront des marginaux, qui surgiront de l'imagination de ceux que les processus de prises de décisions sociopolitiques et économiques ont laissés pour compte et qui en sont les victimes.

Nous sommes en quête d'une praxis théologique transformatrice qui ne se contenterait pas de délégitimer, de déplacer, de démonter l'ordre social et économique actuel mais qui proposerait des alternatives qui puiseraient leur inspiration aux marges de la société. Notre discours théologique devra donc se radicaliser : nous refuserons que les idéologies capitalistes dominant encore. Ces idéologies ont paralysé toute velléité à

³ Voir en Anglais : <http://www.oikoumene.org/en/resources/documents/wcc-programmes/public-witness-addressingpower-affirming-peace/poverty-wealth-and-ecology/neoliberal-paradigm/agape-call-for-action-2012.html>

⁴ Voir en Anglais : <http://cwmission.org/2010/11/09/cwm-theology-statement-2010/>

concevoir d'autres structures que les structures financières et économiques existantes.

Cette imagination alternative doit découler de nos convictions spirituelles et théologiques, en tenant compte des théologies libératrices qui s'inscrivent dans le cadre de luttes

concrètes et systématisées. Nous n'oublierons pas les luttes féministes, sous leurs multiples formes régionales, la libération en Amérique latine, les luttes pour la dignité noire, pour l'écologie, pour une identité postcoloniale ou celles qui écoutent les gens à la base ainsi que les minorités, les théologies publiques et les spiritualités indigènes. La liste des œillères de méfiance et de récupération qu'il faut ôter avant que de véritables transformations ne puissent s'effectuer est aussi longue que la liste de tous ceux qui ont été foulés aux pieds et persécutés par l'ordre économique mondial.

Nous nous désolons de la manière dont les législations économiques et financières ainsi que les contrôles mises en place sont biaisés en faveur des riches. Nous proclamons le Dieu qui est un Dieu de justice pour tous les opprimés (Psaume 103 :6). Nous exigeons la mise en place d'un système législatif juste ainsi que des contrôles qui faciliteront la redistribution des richesses et des pouvoirs à l'ensemble de la création de Dieu.

Nous refusons donc les Empires⁵ et notre propre complicité vis-à-vis des systèmes mortifères, y compris le militarisme. Nous soutenons les mouvements sociaux ainsi que les traditions radicales qui appellent à un rejet des Empires et à l'élaboration d'une vie communautaire libérée de la logique des hiérarchies et des discriminations.

Nous refusons les violences politiques et militaires commises au nom du néolibéralisme qui menacent la sécurité humaine et résultent en des violations massives des droits humains.

Nous refusons donc l'explosion de la monétisation et de la chosification de toute la vie. Nous proclamons une théologie de la grâce qui résiste à la tentation néolibérale : réduire toute la vie à sa valeur d'échange (Romains 3 :24). Les moyens sont devenus des fins. Les instruments sont devenus le moyen de contraindre les faits.

Nous refusons toute économie motivée par la dette et la financiarisation en optant pour une économie du par-don, de la solidarité et de la justice. La dette et la spéculation ont atteint leur limite. Nous proclamons les paroles du Notre Père : nous prions pour la remise de notre dette comme nous remettons leurs dettes aux autres (Matthieu 6 :12).

Nous refusons donc l'idéologie du consumérisme et nous optons pour une économie de la Manne qui répond aux besoins de chacun et refuse l'idée d'avarice (Exode 16).

Nous refusons un consumérisme individualiste en progression, en proclamant et en célébrant la diversité et la solidarité de la vie. Nous proclamons de plus que la plénitude de la vie ne peut être atteinte que par des liens interdépendants avec l'ensemble de l'ordre créé. Le concept du Dieu trinitaire est un défi lancé à tous les individualismes, à toutes les discriminations, à tous les exclusivismes. Il s'agit d'une doctrine qui nous appelle à une vie d'égalité dans la communauté et à une réponse active de l'ensemble de l'humanité.

⁵ «Par ce terme d'empire' nous désignons la convergence des pouvoirs économiques, culturels, politiques et militaires pour constituer un système de domination sous l'autorité des nations puissantes cherchant à protéger et défendre leur propres intérêts ». (Confession d'Accra).

En vertu du principe moral de la diversité du cosmos, nous refusons donc les notions d'exclusivité en recommandant et en insistant sur la nécessité du dialogue interreligieux. A cette fin, nous chercherons à mettre en œuvre une pratique de l'inter-connectivité visant une vaste dissémination des ressources spirituelles de toutes les communautés religieuses. En particulier, il nous apparaît important de rappeler avec quelle insistance le Coran refuse la notion d'intérêt pour valoriser une pratique bancaire moralisée, une attention toute particulière accordée à l'économie réelle ; à ceci, il faut ajouter les exhortations islamiques sur les limites de la consommation exprimées par le concept de Ramadan et de jeûne. La pratique du jeûne de Carême par de nombreux chrétiens du monde résonne ici en écho.

Nous refusons une économie de la surconsommation et de l'avarice. Le capitalisme néolibéral nous a psychologiquement conditionnés à vouloir toujours plus. Nous adhérons au contraire aux concepts chrétiens et bouddhistes d'une économie de la suffisance qui appelle à la retenue (Luc 12 :13-21) et invite à observer, par exemple, l'économie du Sabbat, soit le repos du peuple et de la création et une économie du Jubilé, soit la redistribution des richesses.

Nous refusons la définition abstraite d'un *Homo Œconomicus* définissant la personne humaine comme étant essentiellement insatiable et égoïste. Nous affirmons que la perception chrétienne de la personne humaine s'incarne dans des relations communautaires d'Ubuntu⁶, de Sansaeng⁷, de Sumak Kawsay⁸, de convivialité et de mutualité. A l'opposé de la logique des néolibéraux, comme croyants nous sommes appelés à penser non seulement à nos propres intérêts mais à ceux des autres (Philippiens 2 :4).

Nous reconnaissons notre propre rôle dans la destruction des ressources de la Terre et les conséquences pour les nations vulnérables du Sud. Nous attendons le pardon en agissant concrètement, en élaborant des solutions qui militent contre la destruction écologique.

Nous nous déclarons témoins prophétiques car nous avons vu les injustices, la violence structurelle de notre temps comme celles d'une histoire de domination. Nous avons discerné les signes des temps à la lumière de notre appel de disciples de Jésus. Nous cherchons à surmonter le capitalisme, sa nature et sa logique pour établir un système de solidarité mondiale. Nous sommes en quête d'alternatives pour des économies justes, solidaires, participatives et durables : une économie solidaire, une économie du don.

Nous proclamons que le seul choix que Jésus nous propose est entre Dieu et Mammon (Matthieu 6 :24). Nous voulons être des disciples fidèles, nous n'avons d'autre choix que d'agir pour la justice, d'aimer la miséricorde et de marcher humblement (Michée 6 :8).

Nous proposons donc les critères et l'architecture suivants :

⁶ « Ubuntu » est un concept africain de la personne. L'identité de chacun se construit de manière interdépendante au sein de la communauté (Michael Battle, *Ubuntu: I in You and You in Me*, Seabury Books, New York, 2009, p.1f).

⁷Sansaeng est un concept Coréen de "vie ensemble" (International Review of Mission, April 2012, p.15).

⁸Sumak Kawsay en Quéchua est la notion of "bien vivre" ou "bonne vie".

Critère et architecture

Nous aurons à bâtir une nouvelle et juste architecture financière internationale qui réponde aux besoins des gens et leur garantisse les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que la dignité humaine. Une telle architecture s'attellera à réduire le fossé intolérable entre les riches et les pauvres et à prévenir les destructions écologiques. Le système ne devra pas être au service de la cupidité mais s'ouvrir aux économies alternatives qui favorisent l'épanouissement d'une spiritualité de la mesure et un style de vie fait de simplicité, de solidarité, d'insertion sociale et de justice.

Vaincre la cupidité : Le besoin de consommer engendre une culture de la cupidité qui détruit la création de Dieu. L'activité économique de ces cinq derniers siècles a causé des destructions écologiques massives. Au fil des années, les grandes entreprises, les gouvernements et les multinationales n'ont pas eu de scrupules en mettant en œuvre des politiques et des pratiques visant une croissance illimitée. Celles-ci ont pollué, détruit les forêts, engendré des surproductions et aliéné les pauvres et les ouvriers agricoles en les privant de leur accès à la terre. Les ressources naturelles sont limitées et l'empreinte écologique humaine a déjà dépassé la biocapacité de la Terre. Les intérêts égoïstes et le bien-être social à long terme ne sont pas nécessairement compatibles. Les mécanismes du marché ne conduisent pas à une distribution sociale optimale. Une régulation politique est donc nécessaire afin d'optimiser un bien-être social durable.

L'insertion sociale : Le néolibéralisme utilise une définition anthropologique erronée : les êtres humains sont définis en fonction de leur valeur financière et économique et non en vertu de leur dignité intrinsèque de personnes, créés à l'image de Dieu. Cette vision anthropologique s'est insinuée dans la pensée humaine en colonisant nos esprits et nos rêves. Cette vision induit le racisme, le sexisme, d'autres formes de catégorisation, l'exclusion et des comportements oppressifs. Il s'agit d'un péché contre Dieu, l'humanité et toute la création.

Justice de genre et justice écologique : Nous voulons une économie qui tienne compte du lien qui existe entre justice de genre et justice écologique. La dégradation des sols et de la terre a de graves conséquences sur la vie des marginaux, en

particulier les pauvres, les femmes et les enfants dans les pays pauvres. La terre est fortement liée aux femmes tant physiquement que symboliquement. Sur le plan physique, les femmes travaillent la terre et font des kilomètres pour trouver l'eau pour leurs familles. Symboliquement, les souffrances de la terre sont comparées aux douleurs et aux gémissements d'une femme en couches (Romain 8 :22). Pour dire les choses autrement, « l'économie des soins » pour la Terre ne peut être séparée de la question de la justice pour toute la création de Dieu.

Espérance : Nous voulons soutenir les alternatives qui existent au capitalisme néolibéral. Les gens qui vivent dans la pauvreté, dans le dénuement du fait des systèmes financiers néolibéraux ont démontré que des alternatives porteuses de vie existent bien, et qu'elles ont des conséquences pour des millions de peuples indigènes et pour les gens simples.

Nous devons nous tourner vers ces initiatives pour définir les critères qui représentent de véritables alternatives. Partout dans le monde, des mouvements populaires résistent à la tentation de céder à un système économique mortifère. Or, en même temps, de nombreux pauvres, marginaux, survivent grâce à toute une variété de systèmes qui, tout en n'étant pas reconnus par les grands groupes commerciaux, par les gouvernements et les économies dominantes, les maintiennent en vie et leur permettent d'espérer.

Spiritualité et économie : Il va falloir démocratiser et démystifier le savoir économique tout en libérant l'imagination publique afin de promouvoir le bien-être social et individuel fondé sur la justice économique. Nous trouvons des récits bibliques, coraniques et indigènes qui décrivent des systèmes vivifiants qui comprennent un partage équitable, une communion avec la création, une abondance pour tous et l'affirmation que les fruits de notre travail sont une offrande destinée au bien commun. Des motifs bibliques tels que le Jubilé, le Shalom, l'Eucharistie, *oikos* et *koinonia* nous rappellent que Dieu est en communion avec sa création et qu'il nous invite à conclure alliance avec lui-même (voir Exode 16 :16-21).

Les crises graves que nous traversons signifient que notre vision à long terme doit s'accompagner d'objectifs à court et moyen termes. Nous recommandons donc :

Un plan œcuménique d'action et les bornes d'une nouvelle architecture financière internationale.

L'économie mondiale et le système financier international se sont mondialisés mais les gouvernements démocratiques n'en ont pas tiré les conséquences nécessaires. Le problème démocratique majeur est le manque de souveraineté tant sur nos vies, que sur celle de la planète et sur l'avenir. C'est le règne des marchés. En conséquence nous voyons tout un réseau complexe de systèmes de gouvernance avec des compétences qui se chevauchent et sont parfois même en concurrence les uns avec les autres. Certains d'entre eux sont marqués par un sérieux déficit de justice et de titres de compétence. Le G20 constitue un exemple patent : un groupe de leaders du monde, auto-désignés, débattent et décident de questions qui affectent infiniment plus de gens que ceux qui habitent leurs propres pays. De la même manière, les Institutions financières internationales (Ifis) ne sont pas ancrées dans un système

démocratique. Leurs structures de prises de décision reflètent le pouvoir relatif économique et financier des états-nation.

Pour répondre à ces inégalités, il faudra une remise en question drastique de la gouvernance de l'économie mondiale et du système financier international. L'objectif principal sera de veiller à ce que les marchés financiers et l'économie soient soumis à la primauté des structures démocratiques de prise de décision. Elles devront fonctionner comme de fidèles serviteurs plutôt que comme de mauvais maîtres dans la vie politique et économique. L'économie doit s'intégrer dans la vie sociale, écologique et politique et non le contraire.

Ce plan identifie les politiques qui s'attacheront à la résolution des problèmes mentionnées ci-dessus. Il distinguera entre les actions à mener dans l'immédiat, celles qui seront à moyen terme et les changements structurels qui seront nécessaires à plus long terme dans l'architecture économique et financière. De plus nous suggérons un nombre de stratégies pour les Eglises et nous rappelons quelques signes d'espoir.

Les actions immédiates et à moyen terme

Des indicateurs alternatifs de bien-être économique : Les Gouvernements et les Institutions internationales devraient remplacer le taux de croissance du Produit Intérieur brut (PIB) comme indicateur principal pour mesurer le progrès économique, par d'autres indicateurs tels que l'augmentation des offres de travail décent, des indicateurs de qualité et de quantité dans le domaine de la santé et de l'éducation, enfin des indices de durabilité environnementale.

La régulation du secteur financier : un certain nombre de mesures seront nécessaires pour réguler et transformer le secteur financier :

- Mettre en place une régulation détaillée pour l'ensemble du secteur financier, sans oublier le secteur bancaire parallèle qui n'est que superficiellement régulé (et qui cependant, aux Etats-Unis comme en Europe est plus vaste que le secteur bancaire).
- S'assurer que les banques disposent du capital nécessaire pour faire face aux pertes. Le règlement portant sur les leviers autorisés et sur le minimum de liquidités doit être rigoureux. De même, une régulation prudentielle anticyclique peut s'avérer utile dans la gestion macroéconomique.
- Les activités bancaires basiques de dépôt et de prêt aux entreprises comme aux ménages doivent être sévèrement réglementées et séparées des activités plus risquées (voir ce qui s'est passé aux Etats-Unis dans les années 1930 avec le Glass-Steagall Act).
- Les banques « trop importantes pour faire faillite » devraient être démantelées.
- L'activité spéculative doit être limitée afin que la contrepartie des besoins de couverture de l'économie réelle soit assurée sans couler l'entreprise dans un « océan de spéculation ». Les Régulateurs doivent définir des « limites de position » pour les traders de matières premières dans tous les marchés mondiaux, en particulier celles relatives aux productions alimentaires, pour limiter toute volatilité inutile des prix. Les Régulateurs devraient également vérifier que les participants au marché soient susceptibles de prendre livraison

de ces matières premières. De plus les Credit Default Swaps (CDS) : les swaps de couverture à défaillance certaine qui ont joué un rôle si pernicieux dans la crise financière récente, devraient être bannis.

- Les autorités publiques doivent s'atteler à la réforme des systèmes de rémunérations des banquiers, afin de les lier à un résultat social et environnemental à long terme plutôt qu'à des résultats à court terme. Les bonus pourraient, par exemple, ne pas dépasser 100% de la rémunération fixe (comme le réclame le Parlement Européen). Les commissions devraient être interdites dans le cas de vente de produits financiers à de petits investisseurs.

La taxe sur les transactions financières :

Une taxe mondiale financière sur les marchés d'actions, les obligations, les monnaies, et les produits dérivés devrait être immédiatement instituée. Il faudrait, de même, créer une agence démocratiquement représentative pour encaisser et allouer les revenus ainsi générés pour des biens publics mondiaux, en particulier l'éradication de la pauvreté et des maladies, et à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements pour les pays à faible revenu.

Assurer l'accès des secteurs les plus pauvres et les plus marginaux aux services financiers basiques : Conformément au principe qui voudrait que la finance soit un service public estimable, les services financiers tels que les comptes épargne et les comptes crédit doivent être proposés, à des conditions abordables, aux petites et moyennes entreprises, aux pauvres, aux femmes et aux paysans. La création de caisses d'épargne populaire doit permettre de proposer des prêts productifs aux secteurs de la société qui ne sont pas considérés comme solvables par l'industrie bancaire majoritaire, souvent du fait de leur niveau de pauvreté, de leur origine sociale, de leur sexe ou de leur race.

Politiques d'investissement et de développement durable : Les gouvernements ont un rôle à jouer dans la garantie des investissements à long terme, socialement bénéfiques : les programmes nécessitant des capitaux importants dans le domaine des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et de l'efficacité énergétique. Il appartiendra aux gouvernements de définir des plafonds pour l'émission des gaz à effet de serre et des normes contraignantes pour les produits (par exemple des plafonds flottants selon le degré d'économie énergétique des bâtiments), de soutenir les banques d'investissement durable et les institutions de financement sociale et enfin de proposer des transferts de technologie verte vers les pays du Sud.

Taxation progressive : Les revenus du capital seront imposés comme tous les autres revenus. Les impôts seront progressifs en particulier pour ceux qui ont les revenus les plus élevés. Les revenus des impôts sur la fortune et des taxes foncières seront consacrés au bien public.

Un stimulus fiscal qui soit juste sur le plan de l'égalité sexuelle comme de la protection sociale : On veillera tout particulièrement à la qualité des

investissements publics, des financements consacrés à l'agriculture familiale, à l'énergie renouvelable, aux infrastructures, aux secteurs de la santé et à l'éducation, et aux programmes de protection sociale visant l'égalité des sexes. Ces programmes seront prioritaires même dans les périodes les plus douloureuses, d'austérité et ce également dans les nations endettées. Souvent l'austérité pèse lourdement sur les secteurs les plus vulnérables de la société. Il en résulte un cercle vicieux de déclin économique. Le rétablissement se trouve freiné par la diminution de la demande domestique et par la baisse des rentrées fiscales.

Affronter les évasions et les fraudes fiscales : Une structure multinationale sera créée pour collecter, de manière obligatoire, les informations fiscales sur les comptes des individus comme des entreprises. Il deviendra ainsi effectivement possible de mettre un terme aux paradis fiscaux. Les multinationales déclareront leur chiffre d'affaires, leurs bénéfices et les impôts payés dans chaque pays dans leurs rapports financiers audités.

Une taxation écologique : Les industries et les activités destructrices sur le plan écologique seront lourdement taxées sinon interdites. L'extraction des combustibles fossiles et les émissions de carbone seront taxées. Une partie de ces revenus permettront d'accorder des réductions aux ménages modestes. L'autre partie sera consacrée aux investissements visant l'efficacité énergétique, la conservation et le renouvellement des énergies. On facilitera ainsi la transition vers des économies à faible émission de carbone.

Réguler les flux financiers pour assurer la durabilité : Les gouvernements géreront les flux de capitaux pour éviter que les mouvements de flux et de reflux dans et hors d'un pays ne déstabilisent son économie, en se dotant d'outils tels que le contrôle des capitaux. Le contrôle des capitaux dissuadera l'entrée de flux de court terme, volatiles. De même, il empêchera la fuite des capitaux hors d'économies déjà fragilisées.

Les mécanismes destinés à restructurer les dettes souveraines : On créera un mécanisme global, juste et transparent pour restructurer toute insolvabilité souveraine en temps opportun. Un tel mécanisme sera habilité à procéder à l'audit des dettes souveraines et à annuler les dettes qui seront estimées inadmissibles car contractées par des régimes despotiques sans l'autorisation de leur peuple et contre ce peuple lui-même. Il en sera de même pour les dettes jugées illégitimes du fait de taux d'intérêts usuriers, de fraude et lorsque les contraintes de remboursement causeraient des privations inacceptables.

Une architecture d'information et de communication : Il faudra créer des structures d'information et de communication qui soient au service des structures financières et économiques alternatives.

Les changements structurels

Nations Unies : Un conseil de sécurité économique, sociale et écologique : En dépit de toutes ses déficiences, les Nations unies constituent le forum le plus représentatif, le forum le plus inclusif pour la coopération mondiale et la définition de politiques à l'échelle mondiale. Les Nations Unies servent de modèle, conceptuellement, pour élaborer une architecture internationale financière et

économique plus efficace, plus représentative. Il faut constater, cependant, qu'elles ne parviennent pas, actuellement, à formuler des consensus acceptables sur de nombreux sujets.

Or la création d'un Conseil de Sécurité économique, sociale et écologique de l'ONU (ONU-SESE) pourrait constituer un instrument potentiel permettant une gouvernance mondiale améliorée, efficace et cohérente. La société civile, les Eglises, ont à maintes reprises demandé la création d'un tel organisme. Celui-ci permettrait, de manière cohérente, de délibérer et de prendre les décisions nécessaires sur les questions économiques, sociales et écologiques urgentes. Le rapport de la Commission Stiglitz, publié en 2009, a fait écho à cette demande⁹. L'ONU-SESE, selon la Commission Stiglitz, aurait d'abord à évaluer les situations. Dans un second temps elle assumerait un rôle de leadership face aux enjeux économiques nécessitant une action sur le plan mondial tout en tenant compte des facteurs sociaux et écologiques. Toutes les régions du monde seraient ainsi représentées au niveau suprême et toutes les diverses institutions mondiales verraient leur participation garantie (les IFIs, l'Organisation Mondiale du Travail, la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, les Femmes des Nations Unies, l'Organisation Mondiale de la Santé, le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Union internationale des télécommunications, etc). La coopération serait ainsi plus forte avec la

9 "Recommandations de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale sur la réforme du système monétaire et financier international, 21 Septembre, 2009," New York, Nations Unies. Voir : http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/63/838 société civile en vue de promulguer des mesures destinées à protéger les droits économiques, sociaux et écologiques des nations et des communautés. Les Eglises prendraient l'initiative d'inviter ensemble toutes les parties prenantes pour réfléchir à la proposition. On pourra ainsi surmonter les différences qui bloquent le consensus et empêchent sa mise en œuvre. De plus, et comme mesure intérimaire, un forum informel intergouvernemental au niveau de l'ONU pourrait permettre la rencontre de représentants des gouvernements, des institutions multilatérales, des organisations du secteur privé comme de la société civile afin de parvenir à définir un consensus sur une politique financière et des réformes de gouvernance qui servent vraiment la société.

Une nouvelle Organisation Monétaire Internationale devra remplacer le Fonds Monétaire International.

Une nouvelle Organisation Monétaire Internationale (OMI) verra le jour, inspirée par les principes universels de justice économique, sociale et écologique. L'OMI veillerait sur les politiques et transactions monétaires et déploierait des fonds, sans conditions d'ajustement structurelle. Il deviendrait ainsi possible d'édifier une architecture mondiale financière et économique qui soit à la fois efficace, stable, juste et socialement responsable. Les marchés financiers seraient ainsi appelés à répondre devant des instances démocratiques. Les actions de cette entité nouvelle ne seraient pas dominées par les lobbys particuliers et ses décisions politiques pourraient être équitables et répondre aux conséquences sociales des activités financières tant au niveau du secteur financier lui-même qu'au niveau de chaque pays.

Cette future OMI, accordera la priorité dans ces décisions aux économies porteuses de vie. Ses décisions toucheront des secteurs comme le flux des capitaux, le contrôle de la fuite des capitaux, les taxes sur les flux financiers et, toutes les fois que cela sera nécessaire, l'établissement ou le rétablissement des taux de change fixe. Une telle gouvernance permettrait aux pays de reprendre leur autonomie en matière de politique fiscale et monétaire. Par ailleurs l'OMI freinera toute spéculation excessive, s'assurera que les créanciers privés supportent leur juste part du fardeau suscité par les crises financières, améliorera la collaboration en matière de contrôle des marchés financiers, tracera des lignes directrices pour la gestion des risques, fera fermer les paradis fiscaux, etc...

Une nouvelle monnaie de réserve internationale : Il faudra concevoir un nouveau système de réserve internationale en devises multiples, comparable aux droits de tirage spéciaux, afin de créer des liquidités. C'est ainsi que le « seigneuriage » dont jouissent les pays dont les monnaies servent actuellement de réserves reviendra à la communauté internationale. Actuellement, la principale monnaie de réserve internationale est le Dollar US. Pratiquement partout dans le monde, le Dollar US est accepté et convertible. Ceci crée des avantages énormes pour l'économie américaine car, contrairement aux autres pays, les Etats-Unis peuvent payer certaines de leurs importations en dollars et non par des exportations. Cela restera le cas tant que le monde considèrera que le dollar est une monnaie de réserve sûre. Nul autre pays au monde ne pourrait survivre avec un niveau de déficit aussi élevé, aussi persistant que celui des Etats-Unis. Ce « seigneuriage » est un « privilège exorbitant » qui revient aux Etats-Unis. Il s'agit là de l'une des facettes injustes de l'actuel système financier international : des conséquences souvent indésirables en découlent pour les économies du monde telles les flux de capitaux excessifs, résultant de décisions de politique monétaire que prennent les Etats-Unis pour des raisons purement domestiques.

Pour que le monde soit moins dépendant des déficits des Etats-Unis (ou également des réserves d'or) et afin de créer une liquidité globale de manière plus rationnelle, le Fonds Monétaire International a créé en 1960 un fonds de réserve en devises multiples appelé les « Droits de Tirage Spéciaux ». Les DTS peuvent être créés au fur et à mesure que le besoin s'en fait sentir, par exemple pour mettre en œuvre des politiques anticycliques (comme en 2009), ou comme fonds alternatif de réserve destiné à remplacer éventuellement le Dollar US et quelques autres monnaies de réserve. Outre ces DTS, d'autres propositions ont été faites comme les Certificats internationaux monétaires. L'objectif de toutes ces propositions est de parvenir à un système de création de liquidités basé sur la nécessité universellement reconnue de supporter l'économie réelle.

Stratégies et actions pour les Eglises

Afin de promouvoir le programme explicité ci-dessus, une Commission Mondiale Œcuménique devrait être immédiatement créée pour soutenir le travail appréciable de la Commission Stieglitz, en lien avec les autres communautés religieuses, les organisations de la société civile, tous ceux qui se sentent concernés parmi les gouvernements, les institutions et les autres parti-prenantes. Tous ensembles

s'emploieront à formuler des propositions concrètes pour la gouvernance d'une nouvelle architecture économique et financière.

Les actions suivantes sont en outre recommandées :

- Le COE, la CMER, La CWM et la FLM devraient, ensemble et avec d'autres partenaires définir une stratégie cohérente destinée à promouvoir l'idée d'une nouvelle architecture économique et sociale. Les initiatives promotionnelles dépendront de la qualité des stratégies de communication choisies.
- Les Eglises devraient recruter, en nombre suffisant, de nouveaux membres de leur personnel qui seront chargés d'animer des réunions de travail sur les questions économiques et financières avec les décideurs de la vie politique, du secteur privé, des associations professionnelles, des institutions de normalisation, des organisations de recherche et d'animation de la société civile.
- Il faudrait créer une grande Ecole Œcuménique de Gouvernance, d'Economie et de Management (GEM) afin de développer, au sein du mouvement œcuménique, les compétences économiques et le savoir-faire dans ce domaine. Il faudrait également produire des matériels pédagogiques pour améliorer les connaissances économiques et financières des membres d'Eglises.
- Les Eglises devraient rappeler l'importance du droit à l'information afin de permettre aux communautés d'imaginer des alternatives aux structures financières et économiques actuelles.
- Le mouvement œcuménique devrait soutenir les mouvements sociaux alternatifs de base qui protestent contre les injustices engendrées par le système actuel tout en s'efforçant de proposer des alternatives (voir par exemple le Forum Social Mondial et plus récemment le mouvement des « Indignés »).
- Les Eglises devraient être rendre compte de la manière dont elles ont mis en pratique les recommandations sur les investissements éthiques. Ces réponses pourraient être publiées pour renforcer ainsi la collaboration œcuménique.

Les signes d'espérance

La mise en œuvre de cette transformation constitue un vaste programme. Le découragement nous guette en mesurant tout ce qu'il faudra entreprendre. De nombreuses alternatives ont été lancées un peu partout dans le monde et jalonnent déjà la route du changement :

- Des organisations et des individus commencent à faire la distinction entre richesse matérielle et bien-être. Ils demandent que des limites soient acceptées par ceux qui vivent dans l'aisance. Dans ce contexte, certains s'efforcent d'élaborer de nouveaux indicateurs, tels l'Indicateur du Développement Humain, qui viendrait compléter ou se substituer au PIB. Les principales religions du monde sont bien placées pour contribuer à ces initiatives car elles ont inspiré des idées telles que « la vie dans toute sa plénitude ».
- Des initiatives ont été lancées pour promouvoir les connaissances fondamentales en matière d'éducation et de finances et pour former ceux qui ont besoin d'aide pour assurer les gestions comptables et financières.

- L'offre des différentes formes de services à la personne (gratuit, payé par le secteur public ou par les personnes privées) sont des indices tout aussi importants que les équilibres financiers ou la production de biens marchands ou de services. Les politiques publiques devraient être fondées sur ces indicateurs afin de valoriser le rôle vital joué par les femmes dans la vie économique. Cela justifie donc le recours à de tels indices.
- D'autres exemples concrets sont les Systèmes d'Echange Locaux (SEL) qui créent leur propre économie locale, la création de Coopératives de Crédit, le recours aux investissements éthiques, des organisations tels que Oikocrédit et ECLOF, qui sont des organisations de micro-financement créées par le COE et ses partenaires.
- L'intégration et l'indépendance latino-américaines sont portées par les organisations politiques telles que l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et en matière de collaboration économique MERCOSUR (un accord de commerce régional), SUCRE (une monnaie régionale), Banco de Sur et la Fondo del Sur proposée.

Avec les graves injustices qui vont de pair avec les politiques et les structures néolibérales, seule une véritable *métanoïa* du système économique et financier international saura répondre à la situation. Pour cela, il faudra un mouvement populaire, comparable à la campagne pour les droits civiques, les mouvements antiapartheid et le Jubilé, pour rejeter un monde mauvais, inégalitaire et injuste. Un monde qui fonctionne au profit du "1%".

Les changements, en fin de compte, dépasseront les exigences techniques et structurelles. Le monde a besoin d'un changement de cœur : les systèmes financiers et économiques ne seront plus motivés par le seul profit individuel mais par la justice, la paix et la protection de la création de Dieu.